



Les manifestations se poursuivent en Algérie, vers où se dirige le pays?

April 22, 2019 • by [Hayat Larbi Caro](#)

Depuis le 22 février, tous les vendredis des rassemblements de masse pacifiques sont organisés pour réclamer un changement en Algérie. La population souhaite que son pays soit à la hauteur de sa réputation historique de lutte contre le colonialisme, de liberté et d'indépendance. Alors que beaucoup ont interprété les manifestations comme une continuation de la vague du « printemps arabe », l'Algérie est le seul pays arabe à avoir tenté une expérience de démocratisation dès les années 1990. La révolte actuelle, qui en est à sa neuvième semaine, était donc prévisible compte tenu de l'histoire de l'Algérie, tout en étant sans précédent, pleine d'espoir et compliquée.

La montée des manifestations était prévisible car l'économie algérienne stagne et ses institutions étatiques sont déstructurées depuis de nombreuses années. La crise est profonde et à plusieurs niveaux. Elle touche à tous les fondements d'un État où le président a été jugé illégitime par une grande partie de la population après son accession au pouvoir depuis 1999. L'un des nombreux catalyseurs du mécontentement est le taux élevé de chômage des jeunes en Algérie—environ 39% des jeunes hommes et 39,7% de jeunes hommes et 28,2% de jeunes femmes sont au chômage.

L'économie elle-même est sur le point de s'effondrer, le gouvernement ayant utilisé les revenus pétroliers à des fins de subventions plutôt que de diversification de l'économie. Sur le plan institutionnel et politique, aucun des clans qui dirigent le pays depuis des années n'a été en mesure de proposer des candidats pour remplacer l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika, ce qui est une indication du manque d'institutions fonctionnelles.

Malgré l'histoire de l'Algérie, la révolte populaire était sans précédent parce que, pour la première fois depuis l'indépendance du pays vis-à-vis de la France en 1962, la population s'est rassemblée en masse avec un seul slogan: « que tout le système dégage ».

La nature pacifique des manifestations a permis aux politiques de rester au centre des débats, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement, l'égalité des sexes et la séparation entre religion et politique.

Le grand nombre de manifestants s'explique aussi par l'histoire du pays. Selon les données, environ 12 millions de citoyens ont participé aux manifestations du 15 mars et la mobilisation ne faiblit pas. Un facteur important est l'utilisation de réseaux de médias sociaux qui n'existait pas dans les années 1990.

Les manifestations reflètent également les espoirs et les aspirations d'une jeune population. Plus de 20% de la population algérienne a moins de 25 ans, soit environ 8.7 million de personnes. Plus d'un million d'entre eux ont un niveau d'instruction élevé et expriment leurs aspirations à la paix et au développement.

Beaucoup sont probablement traumatisés par la décennie de guerre civile de 1992 à 2002. Les leçons tirées de l'échec de la tentative de démocratisation menée entre 1988 et 1992 indiquent dans quelle mesure ils poussent au changement, ainsi que la reconnaissance par les manifestants que l'émergence de religieux l'extrémisme doit être évité. La dynamique du pouvoir depuis les années 90 a également joué un rôle crucial dans le fait que les manifestants continuent d'appeler au changement même après la démission de Bouteflika.

La situation est compliquée par le fait que les dirigeants politiques choisissent depuis des années, sans vergogne et délibérément, de préserver à tout prix un État patrimonial. Pendant des années, le gouvernement a été géré comme une entreprise privée, où le souci primordial est d'augmenter les revenus de quelques-uns au détriment de la majorité.

Au cours de ses vingt années au pouvoir, le président Bouteflika a capitalisé sur son image de faiseur de paix après la décennie de guerre civile et n'a ménagé aucun effort pour créer un vide autour de lui en réprimant impitoyablement toute contestation de son pouvoir.

Ce vide a compliqué les prochaines étapes de la transition car il existe toujours une lutte interne entre l'armée et les services de sécurité; chacun ayant des points de vue profondément divergents sur le processus de démocratisation en cours. La lutte entre ces deux institutions est particulièrement préoccupante pour tout effort visant à changer le gouvernement.

Dans ces circonstances, et malgré les manœuvres de l'élite dirigeante autour de Bouteflika, les personnes appelant au changement sont restées pacifiques, unies, disciplinées et déterminées. Cette approche n'a donné aucune raison au système de réprimer les manifestations et de s'orienter vers un autre régime autoritaire et de rétablir l'état d'urgence.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le statu quo est déstabilisé, à la fois par la démission de Bouteflika et par la révolte de responsables qui refusent d'approuver la feuille de route proposée par le président par intérim, Abdelkader Bensalah. Peut-être et plus important encore, pour la première fois, l'armée se range officiellement du côté des citoyens.

Où est-ce que tout cela va?

Compte tenu des derniers développements de la situation, trois scénarios sont possibles pour l'avenir.

Le premier est que les élections présidentielles auront lieu le 4 juillet, comme le préconise la feuille de route actuelle. Un tel scénario n'est pas viable car il est considéré comme totalement illégitime par tout le monde et a été rejeté par un certain nombre d'élus.

Le second serait que l'impasse actuelle se poursuive et la population continuerait de refuser de négocier avec les autorités existantes. Dans ce cas, toute tentative de dialogue tomberait dans l'oreille d'un sourd des deux côtés. Une telle impasse est semée d'incertitudes et historiquement conduit à l'échec des transitions post-autoritaires, comme ce fut le cas dans les pays d'Europe du Sud et d'Amérique latine.

Et un dernier scénario possible serait que de jeunes officiers à l'esprit réformiste émergent du corps militaire, ce qui permettrait la nomination d'un gouvernement de technocrates. Ce groupe pourrait alors travailler avec l'administration existante et le président par intérim, sans appartenir à aucun mouvement politique, et aurait pour mandat principal d'entamer des négociations avec les représentants du « Hirak » (mouvement populaire) sur les modalités d'établissement d'une assemblée constituante.

La probabilité de ce scénario n'est pas à exclure au vu des récentes déclarations du chef d'état-major de l'armée, considéré comme l'arbitre de la transition, qui semble même avoir trouvé un chef réformiste capable de le réaliser dans les faits.

Le mouvement en faveur d'une assemblée constituante est également conforme aux conclusions des recherches selon lesquelles le leadership des réformateurs et le soutien des citoyens sont des ingrédients nécessaires à un changement politique positif. Les développements sur le terrain semblent produire de tels ingrédients et, s'ils perdurent, ils pourraient permettre aux Algériens de jeter les bases de la gouvernance économique et politique inclusive à laquelle ils aspirent vivement.

Dr. Hayat Larbi Caro est un politologue algérienne et présidente d'Eson-Conseil, une société de conseil pour les entreprises émergentes soutenant les programmes de gouvernance démocratiques et de consolidation de la paix en Afrique et dans la région de l'océan Indien.